

REVALORISATION DES PENSIONS DE RETRAITE

Le démenti des retraités

Les syndicalistes de la Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR), affiliée à l'UGTA, maintiennent leur revendication de revalorisation des pensions de retraite. Mieux, ils insistent sur «le maintien de l'ensemble des points inscrits à l'ordre du jour de la tripartite portant sur le dossier des retraites».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La déclaration sanctionnant la réunion du secrétariat fédéral de la FNTR illustre parfaitement l'état d'esprit dans le quel se trouvent les cadres syndicaux au lendemain de la dernière tripartite. Ainsi, d'emblée, ils qualifient la position affichée par les pouvoirs publics lors de la dernière tripartite quant au dossier des retraités de «revirement». Ce revirement s'explique, selon les syndicalistes de la FNTR, par le fait que ces mêmes pouvoirs publics «ont auparavant reconnu la situation précaire des retraités et promis de placer leurs préoccupations au centre du débat de la tripartite». Mieux, les rédacteurs de la déclaration parlent de «manœuvres dilatoires pour gagner du temps, en ajournant en bloc l'examen du 4^e point relatif à la retraite». Pour appuyer leurs propos, les syndicalistes de la Fédération des retraités rappellent «la faiblesse des salaires ayant servi d'assiette de calcul des anciennes pensions attribuées avant août 2006» ou encore «la faiblesse du taux de revalorisation annuel, comparativement aux augmentations des salaires des travailleurs en activité, notamment depuis 2008 à ce jour». «Les différentes revalorisations annuelles des pensions et allocations de retraite n'ont malheureusement pas réussi à évoluer en parallèle avec les salaires, provoquant ainsi une érosion du pouvoir d'achat de cette frange de la société», lit-on dans ledit document.

Pas de déficit à la CNR

Convaincus de la justesse de leur revendication, les représentants syndicaux de la FNTR ont apporté un démenti cinglant aux propos tenus par les pouvoirs publics au sujet de la situation financière de la

Caisse nationale de retraite (CNR). A ce propos, ils rappellent que les «budgets de la CNR ne sont pas déficitaires et que des solutions aux problèmes de précarité financière de la CNR auraient dû être trouvées depuis longtemps déjà». C'est dans cette optique qu'ils avancent plusieurs pistes dont «la chasse aux entreprises publiques et privées qui pratiquent le travail au noir, l'augmentation de la quote-part des cotisations sociales à la charge des employeurs et des salariés» ou encore «l'utilisation rationnelle du Fonds national des réserves de retraites créé en 2006», tout en rappelant que le «président de la République a clairement pris posi-

tion pour qu'une partie de ces réserves du FNRR soit en partie d'ores et déjà distribuée aux retraités». Cela dit, le secrétariat fédéral de la FNTR a rappelé à l'occasion que «le budget de la CNR a été relevé par un apport financier d'au moins 40%, soit plus de 100 milliards par an depuis 2008, provenant des augmentations des salaires des travailleurs actifs, tous secteurs confondus.» Cette montée au créneau intervient dans un contexte de colère du monde du travail, mais surtout à la veille de l'installation des trois groupes de travail qui doivent se pencher sur les dossiers de retraite, le 87 bis et le pacte économique et social.

Solidarité syndicale

La cérémonie d'installation des trois groupes de travail au siège du ministère du Travail a eu lieu aujourd'hui alors que les résultats de la dernière tripartite sont différemment

appréciés tant au sein du monde du travail qu'au sein de l'UGTA. Les syndicalistes de la FNTR, qui, en la circonstance, ont exprimé leur soutien au secrétaire général Abdelmadjid Sidi Saïd, réitèrent leurs revendications à travers «le maintien des points inscrits à la tripartite, notamment l'abrogation de l'article 4 de la loi 99-03 et le retour au droit acquis figurant dans l'article 16 original, fixant la pension minimum à 100% du SNMG, l'abrogation de l'article 9 de la loi 99-03, l'augmentation conséquente des pensions et allocations de retraite à compter de janvier 2010, le relèvement du minimum des petites allocations de retraite à 5 000 DA, la révision du seuil d'exonération de l'IRG pour les pensions de retraite, le remboursement par le Trésor public de quelque 500 milliards de dinars dépensés sans compensation de l'Etat à la CNR, etc.» Sur un autre plan, il est important de noter

que la Centrale syndicale compte peser de tout son poids dans les négociations au sein des groupes de travail. D'ailleurs, on apprend de source proche de la Centrale syndicale que des syndicalistes de la base ont été invités à faire partie de ces groupes de travail. Des représentants des travailleurs ayant exprimé publiquement leur «déception» concernant les derniers résultats de la tripartite ont refusé de faire partie des groupes de travail, apprend-on. Il s'agit notamment des groupes de travail relatifs à l'abrogation du 87 bis et du pacte économique et sociale.» Une situation qui risque de provoquer le courroux au sein des différentes structures de l'UGTA. Cela étant, on apprend qu'une réunion de la CEF de la FNTR se tiendra prochainement pour évaluer les résultats de la dernière tripartite et «prendre les mesures qui s'imposent».

A. B.

ILS EXIGENT L'APPLICATION D'UN DÉCRET QUI FIXE LEUR MARGE BÉNÉFICIAIRE

Les exploitants de stations-services dans l'expectative

L'Union nationale des investisseurs propriétaires et exploitants de relais et stations-services (Uniprest) estime que l'absence de réévaluation des marges bénéficiaires risque de porter atteinte aux opérateurs du secteur de la distribution de carburants.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les exploitants de stations-services sont en colère. En gelant la réévaluation des marges bénéficiaires de la vente de carburants, les pouvoirs publics risquent de provoquer la faillite de ce secteur. «La dernière augmentation du prix du carburant date d'avril 2005. Depuis, notre marge bénéficiaire n'a pas été revue à la hausse. Pourtant, la réglementation en vigueur exige une révision annuelle de la rémunération de l'activité de commercialisation de détail des carburants. La situation est très préoccupante. Certains propriétaires de

stations-services sont actuellement au bord de la faillite. Si les pouvoirs publics ne réagissent pas au plus vite, de nombreux opérateurs seront dans l'obligation de fermer boutique», insiste Hamid Aït Anceur, président de l'Union nationale des investisseurs propriétaires et exploitants de relais et stations-services. La réglementation à laquelle fait référence Aït Anceur (le décret exécutif définissant la méthodologie d'ajustement du prix du pétrole brut entrée-raffinerie utilisé dans la détermination du prix de vente des produits pétroliers sur le marché national de septembre 2008) précise les modalités de rémunération de la commercialisation des carburants. «Les modalités de détermination de la rémunération de l'activité de commercialisation de détail sont

réexaminées tous les cinq ans par la vérification de la validité des paramètres de base ayant servi à leur détermination, et leur ajustement éventuel, en consultation avec les distributeurs concernés», précise l'article 24 de ce texte réglementaire. Et c'est justement la non-application de ce décret que dénoncent les membres de l'Uniprest. «Les prix du carburant auraient dû être révisés en 2010 par l'Agence de régulation des hydrocarbures (ARH). Mais cela ne s'est pas produit. Le décret donne la possibilité aux opérateurs de saisir les pouvoirs publics. Les dossiers que nous avons introduits tant au ministère de l'Energie et des Mines qu'à l'ARH n'ont jamais abouti», déplore Hamid Aït Anceur. D'après lui, les mesures prises au terme de la dernière tripartite ont fini par donner l'estocade aux opérateurs du secteur. «L'augmentation du SNMG est une excellente décision, mais dans notre cas, elle va avoir des répercus-

sions financières importantes. Dans d'autres secteurs d'activité, les opérateurs peuvent augmenter le prix de vente de leurs produits. Les exploitants de stations-services n'ont pas cette possibilité puisque les prix sont administrés.

Là encore, depuis 2005, le SNMG a été augmenté à trois reprises alors que notre marge bénéficiaire est restée inchangée», affirme le président de l'Uniprest qui est également vice-président de la Confédération nationale du patronat algérien (CNPA). Aït Anceur se dit conscient de la situation à laquelle est confronté le gouvernement. «L'augmentation du prix du carburant est une décision sensible car elle a nécessairement des répercussions sur le plan social. Mais le gouvernement a la possibilité d'augmenter notre marge en révisant les taxes sur les carburants.»

T. H.

BOUIRA : LA VILLE DE BIR GHBALOU A VÉCU DEUX JOURS D'ÉMEUTES

10 personnes interpellées et beaucoup de dégâts matériels

La ville de Bir Ghablou, située à 40 km au sud-ouest de Bouira, a vécu durant deux jours des émeutes interminables qui se sont soldées par des affrontements entre jeunes émeutiers et des CNS, des forces antiémeutes de la police dépêchées depuis Bouira.

Des bombes lacrymogènes ont été utilisées pour disperser des jeunes émeutiers qui avaient cerné les sièges de l'APC et de la daïra pour protester contre la liste des bénéficiaires de logements sociaux qui venait d'être affichée durant la journée de mardi.

Ce mercredi, lors de notre déplacement sur les lieux, nous avons retrouvé une ville fantôme où la majorité des commerces avait baissé rideau, alors que les deux principales rues des routes nationales 8 et 18 qui traversent la ville étaient fermées à la circulation à l'aide de tas

de détritus, de pneus brûlés et même de tuyaux appartenant à l'ANA.

L'origine de cette furie juvénile, remonte à mardi dernier, lors de l'affichage de la liste des bénéficiaires des 102 logements sociaux. De fausses informations avaient été distillées, faisant état de l'existence de personnes bénéficiaires étrangères à la commune citant même la secrétaire du chef de daïra parmi les bénéficiaires. Des informations qui avaient mis les gens dans tous leurs états, ce qui les a poussés à aller en groupes devant le siège de la daïra qu'ils ont com-

mené à arroser à l'aide de pierres brisant plusieurs vitres. Le même scénario a été répété devant le siège de l'APC.

Non contents de toutes ces destructions, les jeunes révoltés se sont déplacés durant la nuit vers la nouvelle cité où furent construits les 102 nouveaux logements pour les envahir et détruire portes et fenêtres, et voler, selon les déclarations du chef de daïra que nous avons rencontré ce mercredi dans son bureau, des lavabos et autres objets. Durant la nuit, les jeunes émeutiers se sont accrochés avec les forces de la police qui avaient utilisé les bombes lacrymogènes pour les disperser, avant de procéder aux arrestations de quelques-uns d'entre eux. Au total, ce sont 10 jeunes qui ont

été arrêtés par la police durant la nuit de mardi à mercredi.

Hier sur les lieux, le chef de daïra qui a confirmé ces 10 arrestations, dira que ceux-ci ne seront libérés qu'après le retour au calme. En outre, il dément toute existence d'une quelconque secrétaire sur la liste des bénéficiaires. Pour lui, la liste des 102 bénéficiaires en contient 66 dont l'âge est supérieur à 35 ans et 36 de moins de 35 ans, tous natifs de Bir Ghablou. Cependant et pour éviter toute confusion, «la commission a veillé à ce que tous les bénéficiaires soient des nécessiteux natifs de la commune de Bir Ghablou», dira-t-il, non sans rappeler qu'il y avait au total 1259 dossiers étudiés pour 102 logements.

Y. Y.

RELOGEMENT À ORAN

Après Ed Derb, des habitants d'El Hamri sortent dans la rue

Après la série de contestations menées depuis le premier octobre par des habitants du quartier d'Ed Derb, qui ont, semble-t-il, obtenu des promesses d'un relogement en priorité dès que les premières unités de logements seront livrées dans la première tranche des 15 000 prévues, ce mercredi, les contestataires étaient absents de la Place du 1^{er}-Novembre (ex-Place d'armes d'Oran) qu'ils comptaient occuper tous les jours tant qu'ils n'obtiendront pas de garanties de relogement. Seulement, la contestation a «changé de quartier» pour passer à celui d'El Hamri.

Une centaine d'habitants de ce quartier populaire, qui attendent eux aussi leur relogement, sont sortis protester dans la rue en bloquant le boulevard qui longe le jardin municipal. Tout d'abord, ils ont manifesté contre les lenteurs dans leur relogement mais aussi en réaction à certaines infos qui avancent que les autorités locales auraient promis aux habitants d'Ed Derb, qui ont mené la contestation il y a quelques jours, qu'ils seront relogés en priorité.

«Nous n'admettons jamais que cela se produise, nous sommes tout autant prioritaires ! Les autorités locales doivent être équitables ! Nous souffrons depuis bien plus longtemps de la vétusté de nos habitations, et c'est notre quartier qui a dû malheureusement enregistré les premières pertes humaines à la suite des effondrements.

Nous ne resterons sûrement pas les bras croisés, si on nous prive de cette priorité de relogement.» Face à cette tension, un important dispositif sécuritaire a été mis en place pour empêcher tout débordement. Le vieux bâti est un dossier brûlant, car il concerne plusieurs quartiers dans la wilaya d'Oran et donc des centaines de familles, qui toutes espèrent bénéficier de cette priorité. Dès lors, il est inévitable qu'il y ait des mécontents et donc des contestataires.

Les habitants d'Ed Derb, comme ceux d'El Hamri promettent de revenir à la charge tous les jours en protestant pacifiquement jusqu'à obtention des garanties d'un relogement en priorité.

Amel Bentolba